

PRÉFET DES LANDES

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Aquitaine

Mont-de-Marsan, le

23 JUIL. 2015

Mission Connaissance et Évaluation

Dossier : KPP-2015-020

**Arrêté portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17 du code de l'environnement**

**Le Préfet des Landes
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive n° 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, R.122-17 et R. 122-18 ;

VU le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2224-10 ;

Vu la demande présentée par le président de la communauté de communes du syndicat des eaux du Tursan reçue le 28 mai 2015, demandant à l'autorité environnementale de se prononcer sur la nécessité de réaliser une évaluation environnementale du projet de révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint-Loubouer ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé en date du 9 juin 2015 ;

Considérant que le territoire de la commune de Saint-Loubouer comprend pour partie le site Natura 2000 FR7200771- « Coteaux du Tursan », dont le document d'objectif a été validé le 25 juin 2009 ; que ce document indique que l'objectif prioritaire du site est la préservation et le développement des pelouses méso-xérophiles marnicoles ; que l'atteinte de cet objectif se fera par le développement d'une forme d'élevage extensif sur ces espaces qui sont éloignés du bourg de Saint-Loubouer ;

Considérant que la commune dispose d'un réseau d'assainissement collectif, desservant le centre-bourg, relié à une station d'épuration dont la capacité théorique est nettement supérieure au nombre de raccordements actuels ou projetés dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal en cours d'élaboration et couvrant le territoire de Saint-Loubouer ;

Considérant qu'il conviendra dans le PLU de s'assurer que l'urbanisation projetée est cohérente avec les capacités théoriques et réelles de la station, notamment au vu des résultats des contrôles de la qualité des eaux rejetées et de limiter le plus possible le recours à l'assainissement non-collectif du fait de la faible capacité des sols à l'infiltration ;

Considérant qu'ainsi, au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et des éléments de connaissance disponibles à ce stade, le zonage d'assainissement limite les probabilités d'incidences sur la santé humaine ou l'environnement ;

Arrête :

Article 1^{er} :

En application de la section deuxième du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, la révision du zonage d'assainissement de la commune de Saint-Loubouer **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, devra être jointe au dossier d'enquête publique.

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture des Landes et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Jean SALOMON

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :
à adresser à Monsieur le Préfet de département
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'évaluation environnementale

Recours gracieux :
à adresser à Monsieur le Préfet de département.
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :
à adresser au Tribunal administratif dans le ressort duquel se situe la Préfecture ayant pris la présente décision.
(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).